



# BULLETIN

Conférence canadienne des arts ~ Canadian Conference of the Arts

Forte de soixante ans, la Conférence canadienne des arts est le forum national de la communauté artistique et culturelle au Canada. Elle assume les rôles de leader, d'expert et de catalyseur afin de s'assurer que les artistes puissent contribuer librement et dans leur pleine mesure à une société canadienne créative, dynamique et civile.

Pour plus d'information sur le travail de représentation de la CCA, visitez notre site web [www.ccarts.ca](http://www.ccarts.ca).

#### Pour en savoir plus:

Laura Coletta  
Directrice des communications  
804 - 130, rue Albert  
Ottawa (ON) K1P 5G4  
(613) 238 3561 x21  
tlc.: (613) 238 4849  
info@ccarts.ca  
[www.ccarts.ca](http://www.ccarts.ca)

45/05

SVP affichez et(ou) faites circuler. Si vous reproduisez en tout ou en partie le contenu des bulletins de la CCA, SVP précisez la source.

Les bulletins sont offerts à nos membres à titre d'avantage. Si vous aimeriez recevoir le Bulletin de la CCA régulièrement, inscrivez-vous à [www.ccarts.ca/fr/members/join/](http://www.ccarts.ca/fr/members/join/)

## Incertitude quant à l'affectation de crédits supplémentaires à la culture dans l'Énoncé économique de lundi dernier

**Ottawa, le 17 novembre 2005** – Nous avons assisté dernièrement à Ottawa à une grande mise en scène politique : l'intrigue est captivante, la distribution inégale et le dénouement assez incertain pour garder tous les observateurs de la vie parlementaire sur le bord de leur siège.

Tout semble indiquer que le gouvernement minoritaire du Premier ministre Paul Martin, soit rendu à ses derniers jours. Les chefs des trois partis de l'opposition se sont concertés pour produire une stratégie qui donnera aux Canadiens l'occasion de voter d'ici quelques mois et d'accompagner leurs dindes des Fêtes d'une bonne rasade de manœuvres électorales.

Une chose est certaine, si nous assistons à la fin de la présente législature, plusieurs choses vont se produire :

- tous les projets de loi mourront au Feuilleton;
- le prochain budget fédéral ne sera sans doute pas présenté avant avril ou mai 2006 au plus tôt;
- certains programmes proposés n'auront pas les pouvoirs parlementaires de dépenser requis;
- le Budget supplémentaire des dépenses, qui est un moyen de déplacer des fonds au gouvernement fédéral, ne sera pas adopté, ce qui exercera des pressions financières sur plusieurs organismes du portefeuille du Patrimoine canadien qui attendent des virements de fonds pour financer programmes et initiatives;
- les mesures prévues dans la mise à jour économique présentée par le ministre des Finances Ralph Goodale risquent d'être reportées ou annulées si le gouvernement n'est pas réélu.

Qu'est-ce que le secteur culturel du Canada risque de perdre si le gouvernement fédéral tombe? Un examen de l'Énoncé économique publié lundi dernier par le ministre des Finances révèle que la réponse semble incertaine en ce qui concerne les dépenses fédérales additionnelles au chapitre des arts et des industries culturelles. Malgré l'emballage alléchant de la mise à jour économique, qui promet de réaffecter quelque 39 milliards de dollars aux grandes priorités du gouvernement, il serait bien difficile d'y trouver le moindre cent de fonds nouveaux destinés au secteur culturel! En effet, les seules mentions explicites de dépenses au chapitre culturel qu'on trouve dans le long énoncé et son document d'accompagnement intitulé Plan pour la croissance et la prospérité ont trait aux fonds destinés à l'initiative Un avenir en art, à laquelle des crédits ont déjà été affectés dans le budget de février 2005.

Les revendications de la Coalition canadienne des arts et d'autres parties prenantes du secteur, qui ont exhorté le gouvernement à augmenter son investissement dans les arts, ne semblent pas avoir eu de résonance auprès du gouvernement en ces temps politiques mouvementés. On décèle toutefois une lueur d'optimisme au chapitre 5 de la Mise à jour économique et financière, dans une section intitulée « Bâtir les collectivités canadiennes », où le gouvernement déclare :

« Afin d'établir des collectivités sécuritaires, créatives et viables, susceptibles d'attirer des investissements et d'appuyer une qualité de vie nulle part égalée, le gouvernement poursuivra les investissements majeurs récemment effectués, tels que ceux effectués en vertu de ses programmes d'infrastructure, du Nouveau pacte pour les villes et les collectivités, de la Politique de sécurité nationale et de l'initiative Un avenir en art, en proposant de nouvelles mesures dans le budget de 2006. »

Si le gouvernement voulait vraiment accuser réception du message des promoteurs des arts et de la culture, il n'a certes pas profité de l'Énoncé économique de lundi pour le faire. Celui-ci est largement considéré dans les médias comme un aperçu des mesures qu'inclurait le prochain programme électoral du Parti libéral. Or son indifférence à l'égard des priorités artistiques et

culturelles ne présage rien d'encourageant pour la campagne à venir, dans laquelle les enjeux clés du secteur ne seront pas captés par le radar politique. Nous nous retrouvons donc avec de vagues promesses de « faire fond sur les grands investissements récents » sous forme de « nouvelles mesures », qui se prêtent à diverses interprétations en cette période politiquement turbulente.

Toutefois, une omission de ce genre n'a jamais découragé la Conférence canadienne des arts et ses membres. Cela nous donne en effet l'occasion de faire valoir nos arguments auprès de tous les partis politiques qui solliciteront l'appui des Canadiens le jour de l'élection, quel qu'il soit. Nous sommes motivés à redoubler d'effort afin de persuader tous les partis politiques de faire connaître leurs intentions à l'égard du secteur culturel advenant leur victoire à l'élection.

La Conférence canadienne des arts vous tiendra au courant des faits. Nous avons du pain sur la planche, certes, mais nous sommes convaincus que les artistes et les professionnels des arts du Canada sont à la hauteur de la tâche.